

La Lettre du C.D.E.S.
ISSN 1240-0009 CPPAP 721171
BULLETIN DU RESEAU

2^e COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

"NOUS N'AURONS
QUE CE QUE
VOUS PRENDREZ!"



Sommaire
TERRORISME
& CULTURE
DE LA HAINE
VINGRAU:
CHAUDS
VENDANGES
CONTRE
LE NUCLEAIRE
International

I.P.A.I.
RETOUR A
L'EXPEDITEUR

Numéro 36 Septembre-Octobre 95 10 francs

A Vingrau, le village qui résiste aux projets de destruction de la multinationale OMYA (groupe PLUS-STAUFER) les vendanges battent leur plein. La vigilance et la mobilisation aussi.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS:

- A.I.T.,
Alberto Palacios 2,
28021, Madrid - Espagne

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL:

Le Bureau Confédéral est l'agent d'exécution et de liaison de la C.N.T., pour tout contact sur le plan national s'adresser à:

- C.N.T. (B.C.)
B.P. 116
72 003 Le Mans Cedex.

UNIONS RÉGIONALES:

Les U. R. sont l'expression de la C.N.T. Elles regroupent les divers syndicats & Unions Locales d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'U.R. concernée:

- U. R. MEDITERRANEE:
C.N.T., Vieille Bourse du Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille (Secrétariat régional).
- U. R. CENTRE:
C.N.T., Boite Postale 1303, 37013 Tours (Secrétariat régional).
- U. R. AQUITAINE:
C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional).
- U. R. MIDI-PYRENEES:
C.N.T., 7 Rue ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional).
- U. R. NORMANDIE:
C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN. (Secrétariat régional).
- U. R. PARIS & NORD:
C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS.
- DANS L'EST:
C.N.T., B.P. 343, 25207 MONT-BELIARD CEDEX
- EN RHONE-ALPES:
C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.

AVEC UNE PROBABLE REPRISE DES TRAVAUX LE 15 SEPT. CHAUDES VENDANGES A VINGRAU

Après un été calme qui a vu le Comité de Défense de Vingrau et les commissions qui gèrent le village s'activer; les vendanges arrivent !

Les fêtes organisées dans le village ont rassemblé pas mal de monde, tant pour les grillades-concert de juillet et août, que pour le repas organisé par le Comité de Défense. Ces activités visaient à continuer la mobilisation existante et à préparer la reprise des travaux envisagés par OMYA à la rentrée de septembre.

Les modes de gestion de la commune par commissions, et les assemblées du Comité de Défense ne sont bien sûr qu'un pas vers un mode de gestion plus directe que prône la C.N.T., et il reste des points que nous condamnons (élections municipales) où critiquons (peu de contrôle du travail des commissions par l'assemblée générale du Comité de Défense, envie d'étendre leur lutte sans mettre en avant le mode autogestionnaire, appel à des organisations écologiques...), mais la lutte elle-même et l'esprit qui l'anime sont plus qu'intéressant, et nous continuons à les soutenir.

Autre point à citer : au cours de ces mois d'été, une manifestation symbolique avec déploiement d'une grande banderole sur l'immeuble de la "PLUS-STAUFER" en Suisse (Zurich), rassemblement organisé avec la collaboration de Green Peace. Un bus plein de vingraunais s'était déplacé et le Comité de Défense a pu médiatiser un peu sa lutte, tant par les médias (via Green Peace), qu'en prenant aussi contact avec les "Amis de l'A.I.T." à Zurich, lesquels ont déjà rendu compte de cette lutte dans leur journal, "L'Affranchi".

Les vendanges qui viennent

de commencer s'annoncent chaudes ! Des copains de Comités de Soutien à Vingrau (Ariège, Toulouse) sont venus faire les vendanges et prennent ainsi contact avec les vingraunais. Cette période est délicate pour le Comité de Défense, car presque tout le village est mobilisé par le travail, délaissant ainsi la surveillance du site et diminuant les possibilités de réactions immédiates prévues.

L'accueil des sympathisants, de membres de Comités de soutien a donc été souhaité et organisé (gîte, marabout monté et camping gratuit dans le village) et le Comité de Défense souhaite la venue dès maintenant de personnes pouvant les soutenir par leur présence (même à long terme !) sur le site où dans le village.

Le 15 septembre 95, date prévue pour la reprise des travaux, sera très certainement un moment très important de cette lutte contre les carrières.

L'Union locale C.N.T. de Perpignan s'associe au Comité de Défense et appelle aussi dans un premier temps à une mobilisation dès maintenant à Vingrau, à une popularisation de cette lutte et peut-être à un rassemblement dont nous vous tiendrons au courant.

UL CNT. Perpignan.



Avec la rentrée, le fantôme du 3ème tour social est revenu hanter les postes de télé. Les esprits surchauffés des Blondel, Hue et autres stars de la révolte en bouteille ont dit avoir enfanté une mobilisation exemplaire qui a mis le preux Madelin hors de son ministère. Ils disent avoir préservé l'avenir radieux des travailleurs de la fonction publique.

A propos des chômeurs. RMistes et autres, ceux qui ne jouent pas ... la carte syndicale pour l'emploi, et pour cause, ils ont été bien silencieux. Bref, ils ont profité d'une guéguerre intra-gouvernementale pour se faire de la pub à bon compte.

La situation est loin d'être aussi colorée que leur bronzage. La précarisation et la flexibilisation dans la fonction publique sont bien installées, contrairement à leur dires. Alors, même, si nous n'avons pas pour objectif de faire ici un panorama complet, nous voudrions dépasser leurs mensonges et attirer la réflexion sur l'utilisation des C.E.S. ("Contrats Emploi Solidarité") qui représentent dans certains secteurs au moins 10 % des travailleurs de l'Etat et des municipalités.

L'Etat-patron n'a cessé de favoriser l'emploi précaire dans ses multiples administrations. On retrouve aujourd'hui des C.E.S. dans tous les services ou presque. La raison de ce "succès" est bien connue : faible coût de main d'oeuvre, droits hors du droit du travail habituel de la fonction publique... On a noté, dans le même temps, la suppression d'un nombre croissant de postes allant de pair avec l'utilisation de plus en plus massives de C.E.S. La machine doit continuer à tourner.

Ce qui nous paraît très intéressant, c'est qu'aujourd'hui la machine ne peut pas se passer de ces travailleurs précaires et flexibles. Quelques exemples : pour faire fonctionner un C.D.I. (Centre de Documentation et d'Information) dans un collège, on trouvera 3 C.E.S. et une documentaliste; pour l'entretien, on peut noter la même chose : 1 ou 2 O.P. (Ouvrier Professionnel) pour 3 à 5 C.E.S. Bref, la disparition de ces travailleurs multiplierait tellement la charge de travail que certains secteurs se retrouveraient paralysés. Lorsqu'un C.E.S. a fait ses trois ans, il est remis dans les bras de l'A.N.P.E. et un autre chômeur est aussitôt appelé pour le remplacer. Ces travailleurs ne sont plus des marginaux dans leur boîte. Ils ne servent plus de palliatifs. Ils sont néces-

saires au fonctionnement de la machine étatique. Contre elle, ils représentent une force qui peut, si elle s'organise, mettre un frein à une forme de flexibilisation.

Cette résistance nécessaire (à défaut d'être possible dans le cadre actuel) ne peut voir le jour qu'avec un revirement complet de la mentalité des dits "fonctionnaires". Il faut qu'ils comprennent qu'en revendiquant la titularisation de tous ceux qui ont un statut précaire, ils mettent en place une logique revendicative qui les solidarise des chômeurs, tout en leur permettant de se défendre eux-mêmes des mauvais coups à venir. Cette revendication doit devenir première et toutes les autres doivent en découler. C'est une folie suicidaire de réclamer aujourd'hui des conditions de travail ou de la rémunération tout en laissant de côté la question du chômage et de la précarité. C'est faire le jeu de la logique actuelle du capitalisme, qui est d'imposer à l'ensemble du corps social la flexibilité.

Nous ne savons pas si un tel mouvement des consciences et des actes est possible, s'il est raisonnable de penser que les uns et les autres cessent de se boucher les yeux en défendant becs et ongles des acquis qui sont voués à la disparition dans la logique actuelle. Mais cela est un projet nécessaire si on veut répondre de manière efficace aux coups de la réaction. C'est à une refonte totale de la conception de la lutte sociale qu'il faut s'atteler. Cet objectif est l'ennemi de la recomposition syndicale que certains nous balancent à chaque coin de manif. Le réveil du mouvement social ne peut se faire que sur les dépouilles des syndicats réformistes, de leur corporatisme, de leur clientélisme, de leur logique qui reste celle du capitalisme. L'analyse anarcho-syndicaliste, globaliste, solidaire, internationaliste, peut ouvrir des brèches dans la morosité actuelle, même si cela comporte parfois des décisions difficiles à prendre, comme celle de garder le cap en ramant à contre-courant des idées reçues, de la mode revendicative ambiante. — A.B.C. (Interco Hérault)

RENTREE SCOLAIRE: BAYROU VIRE PLUS DE 10 000 AUXILIAIRES

COMME CA,
AU MOINS,
ILS RISQUENT
PAS UN
ATTENTAT



MITTERRAND S'OFFRE LE PREMIER CIMETIERRE SOCIALISTE PRIVE

J'AURAI
QUAND MEME
PRÉFÉRÉ UNE
PETITE PYRAMIDE



DEUX DISQUES RAP MENACES D'INTERDICTION



SEPTEMBRE MOIS D'OUVERTURE DE LA CHASSE



Le but de la C.N.T. est la réorganisation collective de la société, nous ne pouvons donc cautionner le terrorisme en quelque région du globe que ce soit. Les états et le capitalisme ne sont-ils pas les plus grands terroristes?

La compassion des médias et des hauts responsables envers les victimes des deux attentats qui eurent lieu récemment à Paris donne envie de vomir tant ceux-ci contribuent régulièrement à entretenir la confusion, si ce n'est développer insidieusement cette culture de la haine dont se nourrissent toutes les paranoïas, tous les fanatismes qu'ils soient politiques, religieux ou militaires (voir l'article de Denis Duclos dans le Monde diplomatique d'août 95 intitulé : "Quand la culture de la haine s'approprie les technologies de mort").

D'emblée on nous a fourni de belles affirmations provisoires qui ont fait leur chemin dans les têtes, avant de se révéler être des mensonges pour les besoins de l'enquête.

La bombe du pauvre, pas forcément faite par un pauvre, constituée d'une bonbonne de gaz remplie de boulons, serait une spécialité du GIA, alors que l'on peut trouver la recette de fabrication sur le réseau Internet. De plus l'occupation et les contrôles policiers que nous avons subis depuis, peuvent-ils éviter vraiment quelque chose, surtout que la mobilisation n'a pas été générale, comme aux douanes de la frontière Espagnole (révélation du Canard enchaîné du 2 août 95).

En admettant que ce puisse être les intégristes islamiques via l'un des Groupes Islamiques Armés qui soient à l'initiative de ces attentats, n'a-t-on pas fait plutôt son jeu en leur faisant une publicité indirecte et en réalisant sur le terrain les conditions pour que nombre de jeunes beurs sympathisent ou rejoignent leurs rangs suite aux humiliations policières et à la chasse à l'arabe qui ne manqueront pas de se produire ?

Dans ces attentats de Paris qui pouvait avoir intérêt aux crimes apparemment sans raison ni revendication ?



On peut alors tout imaginer. Venant des fractions d'extrême droite, par exemple, qui trouveraient ainsi une légitimité dans ces ratonnades passées et à venir. Le fanatisme n'est pas seulement islamique, l'attaque des centres I.V.G. par les commandos pro-FN le montre bien.

Par contre le terrorisme qui est complètement occulté c'est le terrorisme d'Etat sous toutes ses formes et à petite échelle dans des buts de manipulations de

l'opinion publique afin de justifier de futures mesures voire des manipulations envers un autre Etat.

L'état algérien et ses services secrets par exemple pouvaient très bien avoir comme motif de forcer la main hésitante de la France dans sa lutte contre les intégristes (Canard enchaîné du 2 août) ceci n'étant qu'un scénario parmi tant d'autres.

Le terrorisme d'état ne s'arrête pas là, certains pays comme

les USA, l'URSS, la Chine ou la France, ont testé leur propre population à des produits bactériologiques ou radioactifs afin, entre autre, de mieux s'en servir contre leurs ennemis du moment ou entretenir un lobby militaro-industriel.

Le nationalisme prend là toute sa dimension dans cette culture de la haine, du mépris de la vie et dans laquelle la Yougoslavie est l'exemple le plus marquant avec une minorité de fanatiques qui réussit à entraîner le restant de la population, avec au début la bénédiction du pape et des puissances européennes.

Cette culture de la haine est largement dispensée à travers le monde par tous les irresponsables prétendants au pouvoir, au fric, si ce n'est à la reconnaissance officielle. Tant d'étiquetages, de clichés, de diabolisation à seule fin de satisfaire des intérêts occultes tout en se donnant des excuses !

"Le fanatisme n'est pas seulement islamique."

Dans ce système qui se désocialise, on se donne bonne conscience en culpabilisant celui ou ceux que l'on doit laisser tomber, exclure, punir ou tuer; ils ont été décrétés fainéants, lâches, dangereux pour la société. C'est paraît-il la nature belliqueuse de l'homme et un monde surpeuplé et malade qui en seraient responsables. Mais l'organisation de la société, ses cultures et le système capitaliste avec son lot d'injustices et de détresses individuelles et collectives n'y sont jamais pour rien !

Il n'est peut-être pas trop tard pour neutraliser cette culture de la haine qui s'installe et les barbaries voire le terrorisme qu'elle génère inmanquablement.

Etre humain et responsable, est-ce attendre que la merde nous explose sur le nez, est-ce aussi se plaindre continuellement de ce que nous encouragerons également un peu par nos paroles...?

... à suivre.

— C.N.T. Essonne



MIDI-PYRÉNÉES

Le combat Syndicaliste

LES POINTS NOIRS DE LA RENTRÉE

— Noyée sous des propos lénifiants, cette rentrée n'en a pas moins connu de nombreux points noirs en maternelle et primaire tout comme dans les lycées et collèges. Sur fond de diminution des effectifs, l'enseignement catholique s'apprête à relancer la guerre scolaire pour regagner le terrain qu'il se fait grignoter.

• MATERNELLES :

Le refus du ministère de revoir ses normes a créé une multitude de difficultés pour les parents et les enseignants.

Une circulaire fixe en effet à 33 le nombre d'élèves par classe. Il suffit d'avoir une toute petite expérience de ce niveau pour savoir qu'avec 33 élèves de maternelle on ne peut pas faire un travail pédagogique convenable, d'où le refus pratiqué par de nombreuses écoles d'inscrire plus de 28 élèves par division. De ce fait, de nombreux enfants de moins de trois ans n'ont pu trouver une place, et les parents ont dû se débrouiller au pied levé pour essayer de trouver des solutions de rechange.

Pour couvrir le besoin, parents et enseignants doivent exiger l'ouverture d'au moins 800 classes supplémentaires de maternelle en Midi-Pyrénées.

• PRIMAIRE :

L'enseignement des langues étrangères est toujours dans l'impasse. Il faut d'abord remarquer que le pluriel est ici purement symbolique. Dans la pratique, on

s'oriente au galop vers un enseignement de l'anglais et l'abandon de toutes les autres langues vivantes. Par un effet boule de neige au collège et au lycée, c'est un appauvrissement irrémédiable qu'on nous prépare sur ce plan. De plus, la majorité des enseignants n'a toujours pas reçu une réelle formation linguistique. Le charabia sauce anglaise devient donc une discipline scolaire.

Une diversification des langues vivantes proposées, une réelle qualification des maîtres, la prise en compte et la valorisation systématique des langues maternelles pour les enfants d'origine étrangère sont des objectifs à imposer partout.

• COLLEGES & LYCEES

La rentrée, c'est pour les familles, l'achat d'un matériel scolaire coûteux et dont tout le monde sait qu'il est largement inutile. C'est insupportable pour les familles les plus modestes.

Une réflexion et une action commune parents-enseignants doivent être impérativement menées pour faire cesser ces frais inutiles.

La communauté libertaire agraire des "Arenalejos" (Andalousie) organise une tournée de soutien à son projet dans toute la France. Aux difficultés que rencontrent habituellement tous ceux qui essayent de mettre leurs idées en pratique se surajoute maintenant pour cette communauté libertaire qui existe depuis huit ans (et qui n'a jamais bien entendu sollicité la moindre subvention des pouvoirs publics) la terrible sécheresse sévissant depuis plusieurs années en Andalousie.

**SOUTIEN A
"LOS ARENALEJOS"
CAUSERIE DEBAT
JEUDI 28 SEPTEMBRE
À 20 h 30 au local C.N.T.**

Actuellement, Los Arenalejos manquent d'eau pour les cultures (malgré toutes les techniques écologiques de non-gaspillage de l'eau comme la permaculture et le paillage) et l'eau potable elle-même fait défaut. L'objectif des Arenalejos est de réunir les moyens indispensables pour creuser un puits, ce qui permettra à la communauté de continuer et de démarrer le projet d'une Fondation pour l'investigation et le développement de l'écologie sociale.

Une causerie débat d'information, avec la participation d'un compagnon de "Los Arenalejos" (parlant français), aura lieu à TOULOUSE à l'initiative du C.D.E.S.



Parmi les nombreux autres problèmes qui se posent dans le deuxième degré figurent ceux liés à la sécurité (on trouve encore des établissements "Pailleron" en service, le L.P. Bayard se débat toujours dans ses problèmes d'amiante....).

Des moyens doivent être immédiatement dégagés pour assurer la modernisation, l'équipement et la mise en sécurité des établissements publics.

Depuis quelques années, la situation des Maîtres auxiliaires devient de plus en plus difficile. Ces personnels, dûment diplômés, sont recrutés pour "boucher les trous" (postes sans titulaire, absences...). Ils rendent donc des services considérables à l'institution. Mais ils n'ont aucune garantie. Plusieurs centaines d'entre eux viennent de se faire virer, parfois après de longues années de *bons et loyaux services*. Les syndicats majoritaires de l'éducation, qui mènent tous des politiques corporatives ont toujours négligé de s'intéresser à la "valeur" des M.A., laissant ainsi à l'administration les pleins pouvoirs sur cette catégorie de personnel taillable et corvéable à merci.

Aucun licenciement ne doit être accepté.

• GUERRE SCOLAIRE :

Malgré les privilèges dont il bénéficie, l'enseignement catholique n'a pas le vent en poupe dans notre région. La rentrée qui vient de se faire s'annonce pour lui comme le début d'une lente érosion.

Dans une Académie qui voit diminuer ses effectifs chaque année par le simple jeu du déséquilibre démographique, les écoles catholiques sont menacées de perdre des parts de ce qui, pour elles, représente un véritable gâteau.

Globalement, l'Académie de Toulouse compte à la présente rentrée 1 200 élèves de moins que l'an dernier. Mais la chute des effectifs n'est en fait enregistrée que dans les écoles catholiques qui perdent 1 500 inscrits, passant

pour la première fois sous la barre des 75 000 élèves. De leur côté, les écoles publiques progressent très légèrement (300 élèves de plus) et s'approchent des 400 000 inscrits.

La hiérarchie catholique se montre particulièrement préoccupée par cette situation. Elle n'a pas hésité à trancher dans le vif en supprimant les écoles qui ne rapportaient pas assez d'argent (Moyrazès, Ségur, St-Salvador....) et en imposant des regroupements d'établissements. Mais l'enseignement catholique sait bien qu'il ne doit son existence qu'aux privilèges exorbitants dont il bénéficie. C'est pourquoi il s'apprête à relancer la guerre scolaire. Des "Assises" de "l'identité de l'enseignement catholique" sont déjà prévues le 21 octobre à Baraqueville pour tenter de remobiliser les troupes. Et les ténors politiques ont déjà donné de la voix ... non sans sombrer dans de pitoyables contradictions d'ailleurs.

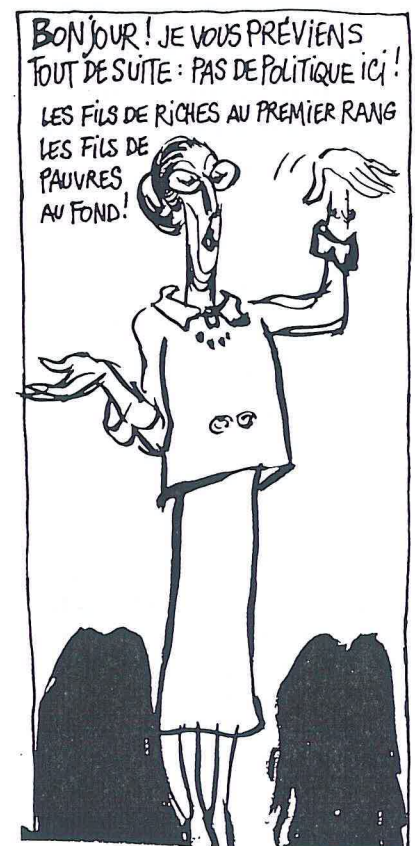
Les déclarations de Christian Raynal, chargé de l'éducation au Conseil Régional et haut responsable de l'enseignement catholique sont un modèle du genre. Interrogé sur les raisons de la désaffection qui frappe les écoles catholiques, Raynal ne peut que *"dénoncer le refus du Conseil Général d'assister les collèges non publics"*. Ainsi, la chute des effectifs "non publics (!)" serait essentiellement la conséquence du refus bien légitime de certains Conseils généraux d'aller au delà de ce que la loi leur impose dans l'arrosage des établissements privés. Manque de chance pour Raynal, le département de Midi-pyrénées dans lequel la baisse est la plus catastrophique est ... l'Aveyron dont le Conseil Général ne brille pas par son esprit laïque !.

La raison de la désaffection des établissements religieux est donc à chercher ailleurs. Les nombreuses affaires de violences sexuelles dans les milieux catholiques, dévoilées récemment, ne doivent pas vraiment donner confiance aux parents !

Plus généralement, tout le monde est en mesure de se rendre compte aujourd'hui que le financement par les deniers publics des établissements privés est inutilement coûteux et qu'il constitue un véritable danger pour la société. La montée des fanatismes religieux le prouve malheureusement tous les jours.

Puisqu'il faut faire des économies sur les budgets publics : pas un sou pour les écoles privées.

— Des militants C.N.T. de l'Education



— La "Lettre du C.D.E.S. - Combat Syndicaliste" se refuse à demander des subventions ou à faire de la publicité. Elle est totalement libre et entend le rester. Réalisée par des militants après leurs heures de travail, elle couvre ses frais d'impression et de poste grâce aux abonnements et aux ventes militantes. Pour que la presse anarcho-syndicaliste vive et continue de se développer, abonnez-vous, diffusez "La Lettre" autour de vous.

Sombre histoire de pommes à l'A.N.P.E. de Montauban.

Le directeur de l'Agence locale a demandé la radiation d'une cinquantaine de chômeurs pour avoir "refusé du travail" sans, soit-disant, de "motif légitime".

Par les temps qui courent, "refuser du travail" c'est pour certains le "crime des crimes" (juste après le terrorisme).

Voyons donc de quoi il en retourne et ce qu'ont fait ces "criminels du travail", menacés d'être privés du jour au lendemain de toute ressource.

Le Tarn-et-Garonne est l'un des premiers producteurs de fruits en France. Et la récolte 95 s'annonce comme exceptionnelle, en particulier pour les pommes.

Pour assurer le ramassage, les propriétaires font habituellement appel à de la main d'oeuvre saisonnière du Portugal ou du Maghreb. Cette année, sur ordre de la Préfecture, ils se sont adressés à l'A.N.P.E. locale pour qu'elle leur trouve des salariés.

Début septembre, l'A.N.P.E. a donc convoqué tout ce qui de près -et parfois de très loin- ressemblait à un travailleur agricole au chômage. De 900 à 1000 chômeurs ont répondu immédiatement à la demande et, en quelques jours, les quatre mille saisonniers nécessaires ont été recrutés. Le 14 septembre, il n'y avait pratiquement plus une seule possibilité d'emploi dans tout le département.

Mais une cinquantaine de chômeurs se sont trouvés dans l'incapacité de prendre un poste.

En application de la loi du 31 décembre 1991, ils sont menacés de radiation. Preuve que l'administration peut être simple et rapide quand elle le veut.

Maintenant, voyons pourquoi des personnes ont été obligées de refuser un emploi.

La première raison est d'ordre réglementaire : un chômeur qui accepte (ou qui se fait imposer sous la menace comme le prouve notre exemple) du travail saisonnier deux années consécuti-

ves perd tous ces droits à indemnisation pour le reste de l'année. C'est scandaleux mais rigoureusement exact. En effet, la personne ainsi piégée n'est plus un "chômeur" mais un "travailleur saisonnier". La nuance n'est pas que linguistique. Entre deux "saisons", c'est à dire neuf mois par an, le "saisonnier" n'a droit à aucune indemnité. De nombreux chômeurs de notre région ont déjà fait les frais de cette réglementation dégueulasse, comme cette chômeuse, ex-employée de bureau, qui s'était décarcassée pour se trouver du travail deux étés de suite : *"En fin de compte, on se retrouve au bout de deux ans sans allocations aux périodes où il n'y a pas de travail... et personne ne vous prévient avant"*. Ce n'est surtout pas l'A.N.P.E. qui va vous prévenir : hors les périodes de saison, les saisonniers sans travail ne sont pas comptabilisés comme chômeurs. Ce qui est très bon pour les statistiques et permet au gouvernement de faire de grandes déclarations sur la baisse du chômage.

Mais cette raison n'est pas la seule.

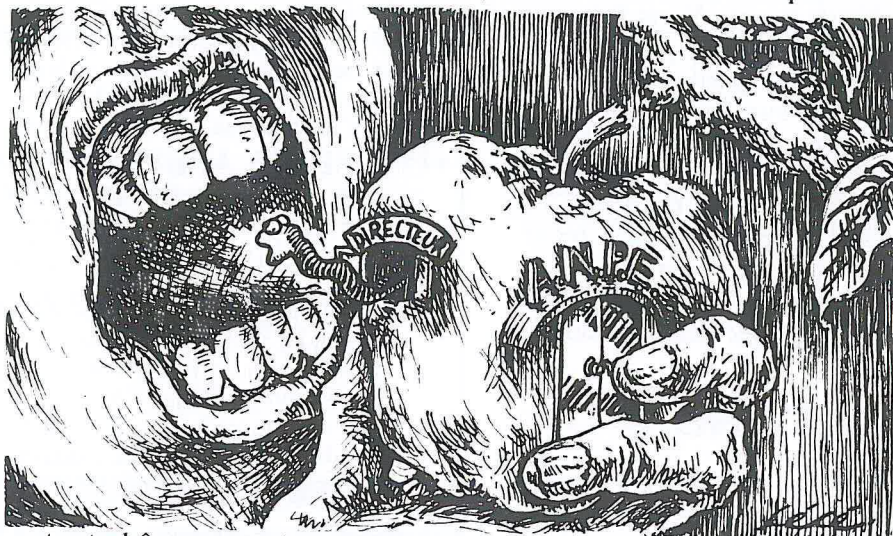
L'A.N.P.E. part du principe

est bien obligé de s'organiser pour survivre.

Prenons l'exemple d'une femme seule avec un enfant. Le cas est fréquent. Pour des raisons financières, elle le garde elle-même. Quand on lui propose du travail, il faut qu'elle ait le temps de trouver où le mettre. Les listes d'attente pour les crèches sont longues partout. La solution en urgence est généralement de prendre une nounou. Il faut quand même la trouver, ce qui n'est pas toujours évident, et la payer, ce qui risque de coûter plus cher que le maigre salaire saisonnier !

Autre exemple : bien nombreux sont les chômeurs qui n'ont plus de voiture. Or, les vergers sont rarement situés en pleine Place Nationale. Mais, l'A.N.P.E. ne s'est jamais préoccupée de savoir comment un tel chômeur pouvait se rendre dans une petite commune sans transports publics à l'autre bout de département.

Si le Directeur de l'A.N.P.E. de Montauban trouve toujours qu'il a raison de rayer des chômeurs sous prétexte que "quand on veut, on peut" et autres fariboles, alors qu'il le prouve : qu'il travaille trois mois par an au



que tout chômeur peut commencer un travail n'importe quand. Il doit être, dans le jargon de la maison, "immédiatement disponible".

Plus facile à dire qu'à faire. Quand on n'a que des revenus très limités, ce qui est le cas de l'immense majorité des chômeurs, on

SMIC, sans aucune ressource les neufs mois suivants, en payant la garde de ses enfants au tarif fort et en faisant le tour du département à pied. Après, nous sommes prêts à reparler de la question avec lui.

Gaspard.

avis a la population

DEMENTI DE LA C.N.T. ARIEGEOISE

Des tracts diffusés par le "Collectif Ariégeois Contre les Essais Nucléaires" ont pu laisser croire que la C.N.T. de l'Ariège faisait partie du dit Collectif. — **Il n'en est rien.**

La C.N.T. de l'Ariège est fermement opposée aux essais nucléaires. Elle l'a toujours été. C'est d'ailleurs pourquoi elle refuse de s'associer aux partis politiques et mouvements qui ont soutenu, officiellement ou par leur silence, les **86 essais nucléaires de Mitterrand**.

Notre opposition au nucléaire n'est pas circonstancielle. Elle n'a pas pour objet de ratisser des "voix". De "droite" ou de "gauche", le nucléaire est un gravissime danger pour la paix et l'environnement.

L'action contre le nucléaire n'est crédible que si elle s'inscrit dans la cohérence, la clarté et pour tout dire l'honnêteté intellectuelle. C'est pourquoi la C.N.T. ne s'associera pas au Collectif.

nucléaires. En 1983, ce sont 70 millions qui ont été claqués pour chaque tir sous le lagon. Cette année, ce sont déjà 80 millions de francs qui viennent d'être inutilement flambés par le premier tir. Autant d'argent qui aurait pu servir socialement par exemple pour augmenter les bas salaires ou combler le déficit de la sécurité sociale. Mais, comme tous ses prédécesseurs, Chirac commence son mandat présidentiel par la reprise des essais nucléaires.

Le nucléaire reste un danger pour la vie, qu'il soit utilisé au quotidien (centrales nucléaires) ou à des fins militaires"

Ce communiqué a fait suite à une campagne menée fin août/début septembre par les Jeunes Libertaires (distribution de tracts et animation de rue).

— 7 OCTOBRE AGO TAGO —

La Journée Mondiale d'action pour l'Espéranto est l'occasion de manifester en faveur d'une langue internationale qui ne soit pas l'instrument d'un impérialisme culturel.

A Toulouse, les militants espérantistes tiendront un stand Samedi 7 octobre, place du Capitole, à l'angle de la rue du Taur, de 14 à 18/19 heures. Vous êtes cordialement invités à y passer. Vous y trouverez en particulier des informations sur les activités de l'Esperanto Kultur Centro de Toulouse (1 rue Jean AILLET, 31000 Toulouse, tel 61 25 55 77) : cours d'Esperanto, repas-tchatte, bibliothèque, service de librairie, service de voyages, émissions radio, spectacles et conférences....

SOCIAL

Le prochain débat "A BATON ROMPU" du C.D.E.S. aura lieu le vendredi 6 octobre à 20 h 30, 7 rue St Rémesy. Il aura pour thème l'Actualité sociale.

— ESSAIS NUCLAIRES —

L'Union locale C.N.T. de Toulouse a fait publier dans la

presse locale le communiqué suivant:

"De 1963 à 1967, en quatre ans, trente milliards de francs ont été dépensés pour les essais

— MODE D'EMPLOI —

• **C.N.T.** : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans.

• Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.

• A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste".

• Les Jeunes libertaires et le Comité Vingrau Toulouse se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.

• N'hésitez pas à prendre contact

• **UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :**

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• **ET UN N° DE TELEPHONE :**

61 52 86 48 (répondeur)

• **PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :**

- C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Comité Vingrau : le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remesy)

- Réunion publique "A BATON ROMPU" le premier vendredi de chaque mois à 20 h 30 (7 rue St Remesy)

- Tables de presse : aux puces, le dimanche en fin de matinée

— ABONNEMENTS —

• **ABONNEZ VOUS, N'OUBLIEZ PAS DE VOUS REABONNER A "LA LETTRE DU CDES/LE COMBAT SYNDICALISTE"**

Un an ; abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.

Les luttes récentes des sans-abris ont mis en avant le problème du logement. Il faut savoir que ce secteur a subi une crise structurelle grave depuis 1975. Elle est due en grande partie au désengagement progressif de l'Etat qui, à partir de cette époque, a refusé, dans sa gestion de l'habitat, de prendre en compte les besoins. Il décide alors de fonctionner par décisions prises à l'urgence et abandonne toute politique de prévision en ce domaine. Ainsi, de 358 000 logements construits en 1972, on tombe à 257 000 logements nouveaux en 1993. Il faut savoir que, lorsque l'on construit ces quelques 160 000 logements, on en détruit parallèlement 110 000, trop vétustes ou dangereux, soit un gain de 50 000 seulement. Ce dernier chiffre représente 0,55 % des 27 millions de logements construits dans le pays... c'est de l'ordre du dérisoire.

HAUSSE SPECTACULAIRE DES LOYERS

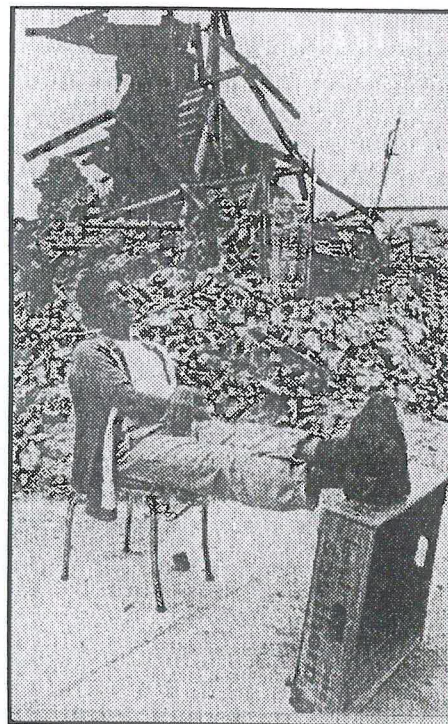
D'autres facteurs sont venus aggraver ce phénomène. Avec les années 80, les spéculateurs se sont rués sur les placements à plus-values. Entre 1983 et 1988, la valeur d'un portefeuille d'actions françaises a été multiplié par 2,5 et de fortes liquidités sont venues disponibles. Lesquelles ont été placées dans une valeur refuge, le logement. Ainsi, dans les arrondissements les plus chers de Paris, les prix ont été multipliés par cinq (trois et demi pour le reste de la capitale). L'envolée du foncier qu'a suscité cet afflux monétaire a contribué à mettre encore plus en difficulté les revenus modestes. On a assisté à une hausse spectaculaire des loyers. Entre 1984 et 1992, la masse en milliards des loyers est passée de 7 à 184 ! Les mairies ont joué à fond cette carte de l'investissement en modifiant les P.O.S. (Plans d'Occupation des Sols) et les C.O.S. (Coefficients d'Occupation des Sols). Des bureaux ont été construits avec frénésie, avec des espoirs de rapport à court ter-

me. On arrive au délire actuel : en Île de France, 5,5 millions de mètres carrés de bureaux sont vacants.

De plus, le "parc locatif de fait", c'est-à-dire le parc privé -dont les loyers type 1948- est en régression constante. De 4,8 millions de logements en 1984 on passe à 3,2 millions en 1992. La moitié des loyers type 1948 a disparu de 1978 à 1988 et 85 % des hôtels meublés ont disparu de 1962 à 1990. Il faut rajouter à cela les objectifs de vente des organismes H.L.M. d'une partie de leur parc (30 000 appartements par an) et on comprend l'ampleur du malaise. De plus, 16 % des occupants des H.L.M. dépassent le plafond de ressources de 20 %; 5 % des locataires le dépassent de 60 % ... Ajoutons que, depuis 1986, les loyers ont augmenté deux fois plus vite que l'inflation et que les pauvres consacrent proportionnellement deux fois plus d'argent que les plus riches pour se loger dans des surfaces deux fois plus petites...

Selon une estimation du BIPE-Conseil, un bureau d'étude privé (car l'Etat refuse de tenir des statistiques précises en la matière), il y aurait eu en 1990 plus de 5 millions de personnes dans des situations d'exclusion par rapport à un logement décent. Soit encore, environ 9 % de la population totale. Ces chiffres, d'ailleurs contestés à la hausse par les associations caritatives, notamment en ce qui concerne les S.D.F. (certaines avancent le nombre de 500 000), sont, de toutes façons, à revoir aujourd'hui. On peut estimer, sans risque de se trom-

per, qu'ils ont connu une hausse de l'ordre de 30 %. Parallèlement, ceux qui ont un emploi et un peu d'argent sont tentés par l'accession à la propriété. Il est significatif de voir que, même dans ce domaine, les choses



se déroulent plutôt mal. Ainsi, de 1989 à 1992 les ménages surendettés sont passés de 17 à 41 %. Ce dernier facteur incite nombre de familles à revenus moyens à rester dans des logements sociaux et à restreindre ainsi l'offre pour les plus nécessiteux.

DES MILLIONS POUR MAINTENIR L'ASSISTANAT

Derniers chiffres intéressants : ceux, faramineux, du "traitement social" des exclusions. Pour un hébergement mensuel, la collectivité paye 2 400 à

En 1990, il y avait au moins :

- 98 000 "Sans Domicile Fixe".
- 45 000 personnes vivant dans des abris de fortune.
- 59 000 personnes vivant dans des centres d'urgence.
- 470 000 personnes dans des meublés ou des hôtels.
- 147 000 personnes vivant dans des habitations mobiles.
- 1 429 000 personnes dans des logements hors-normes.
- 2 800 000 personnes vivant en hébergement chez des parents ou des amis.

(Source : BIPE-Conseil 1990)

12 000 francs pour un foyer, 32 000 F. pour un foyer pour mères célibataires, 30 000 pour un centre d'hébergement familial, 1 800 F. pour un logement **transitoire** pour une personne (2 500 pour un couple, 3 200 pour un couple et un enfant, etc), 27 000 F. pour le placement d'un enfant par la D.D.A.S.S. Le refus d'une politique globale du logement coûte très cher, on peut le voir. Les dernières mesures annoncées par le gouvernement Juppé, en ce domaine, sont d'ailleurs très significatives. Il faut construire, avant décembre, quelques 20 000 logements d'urgence pour éviter les problèmes avec les S.D.F. Une dizaine de milliards a été lâchée et, à la suite d'une véritable foire d'empoigne, ce sont les départements qui ont été les plus prompts à réagir qui ont été les mieux lotis. Un tel a "récupéré" le financement de 200 logements, l'autre d'une vingtaine seulement, etc. L'argent a été jeté en pâture et débrouillez-vous. Cette mesure ne résoudra absolument rien, évidemment. 20 000 logements, ça représente 0,0007 % du parc immobilier français. De plus, ces "*logements très sociaux*", se sont des préfabriqués, des cases de quelques mètres carrés, des taudis aménagés. Là encore, on assiste à un effet de manche.

Le véritable scandale de cette situation, c'est que, contrairement à la crise de 1954, qui était due à l'absence de logements sociaux, dans les années 80, c'est le gel de la location des logements privés, dans un but spéculatif, qui provoque, en partie, les événements. Comme quoi, pour les capitalistes, rien ne vaut mieux qu'une petite crise...

— Eric. S. C.N.T. TOURS



CONTRE LE NUCLEAIRE DE TOUS LES PAYS, UNISSONS NOUS.

ESSAIS

Alors qu'ils essaient de justifier leur plan d'austérité, entre autres les restrictions d'attribution du RMI, les tirs qui vont être effectués à Mururoa pourraient être un retour d'ascenseur RPR envers le complexe militaro-industriel qui l'a aidé financièrement dans sa campagne présidentielle.

Afin de camoufler ces tractations juteuses, on nous dit que c'est une arme de dissuasion qui n'est pas faite pour être employée, balivernes! Quand on pense qu'à plusieurs reprises des chefs d'état ont failli appuyer sur le bouton, ayant ainsi frôlé de justesse l'apocalypse. Si ce n'est l'engrenage d'une troisième Guerre Mondiale!!!



On nous dit également que les essais souterrains ne polluent pas, qu'ils ne détruisent rien, etc... Pourquoi alors mettre autant d'ardeur pour cacher ce qui n'existerait pas. D'autre part il est quasiment impossible qu'une explosion huit à dix fois plus puissante que celle d'Hiroshima ne fasse pas de dégâts dans la croûte terrestre et ne laisse aucune trace de pollution, si ce n'est déjà dans le puits d'explosion. A ce niveau on nous prend vraiment pour des cons, surtout quand on pense qu'à Hiroshima et à Nagasaki les cancers ne cessent encore de se développer et de progresser 50 ans après. A l'époque, peu de temps après la destruction des deux villes japonaises, des scientifiques émerveillés par tant de puissance et de tant de possibilités prévoient de grands travaux pour le plus grand bien de l'humanité : raser le Mont Blanc, assécher la Méditerranée après avoir comblé le Détroit de Gibraltar, faire fondre la glace des Pôles, etc ... (1) Sans commentaire.

Comme suite logique, après les tirs, nous prévoit-on également une vie souterraine? ...

— Un rat de l'Essonne

(1) Déclaration d'un collaborateur de F. Joliot le 11 août 1945



Les essais nucléaires surviennent dans un contexte économique international dans lequel les Etats ont de plus en plus de mal à s'affirmer. La transnationalisation de l'économie a enlevé en effet du pouvoir aux gouvernements locaux. Ceux-ci se rabattent sur l'utilisation de l'armée et de la police pour s'affirmer et imposer leurs privilèges. Nationalismes et supranationalisme s'affrontent en des conflits locaux susceptibles de se généraliser.

1989 : Un empire implose (c'est la chute du mur de Berlin). 1990, un Etat tente de s'étendre, c'est la guerre du golfe. Puis le début du conflit "Yougoslave", les convulsions islamistes, l'Algérie...

Dans le même temps, les échanges continuent de se mondialiser. La recherche de nouveaux marchés, la montée des puissances financières mondiales développent un capitalisme sans frontières pour lequel le traité de Maastricht et plus généralement le F.M.I. définissent de nouvelles règles.

Que devient la vieille conception de l'Etat ? Le nouvel ordre mondial ne lui laisse plus une grande marge de manoeuvre en le coinçant entre les lois du marché et les décisions des organismes internationaux. La doctrine étatique nationale devient un archaïsme. Les "progrès" du capitalisme sont en train de la laisser loin derrière. Mais, l'opposition entre la version étriquée et désuète de l'Etat et celle plus moderne et "rentable" d'un système capitaliste transnational est à l'origine de nombreux conflits tout comme d'une nouvelle mouture du militarisme.

ESSAIS NUCLEAIRES ET MILITARISME

"Le militarisme ne se manifeste pas seulement dans le domaine international. Il provoque immanquablement dans le corps de la nation des phénomènes qui lui sont inhérents. Ceux-ci altèrent les mécanismes de la société, principalement politiques et démocratiques. Ils affectent l'économie et la vie des citoyens par le détournement des ressources au détriment des secteurs civils." C'est ainsi que Pierre Marion, ancien directeur des services secrets français, définit les conséquences du militarisme dûes à l'interpéné-

tration du lobby militaro-industriel et du monde politique.

La nouveauté, c'est que le militarisme a su se gagner (ou s'acheter ?) le soutien d'une "intelligentsia" de gauche, plus prolixie en discours qu'elle ne l'est en idées. Les nombreux résidus du marxisme ont dernièrement trouvé, sous prétexte de "Somalie" et maintenant de "Yougoslavie", une nouvelle façon de justifier l'existence de l'armée. Hier "rouge" ou "blanche" -suivant le cas-, elle serait aujourd'hui "humanitaire". Ce nouveau concept a permis d'apporter une caution morale à un phénomène qui est avant tout politique et financier.

Depuis 1985/86, l'industrie française de l'armement voyait ses exportations stagner. A cette époque, les actions de "Thomson CSF" (premier producteur français d'armes) baissaient continuellement. Il était urgent de reconstituer un front politique qui, sous prétexte de défendre l'emploi, relance les profits dans ce secteur. De l'inénarrable Bernard Henri Levy aux artistes de Vincennes, tous allaient (volontairement ou en se faisant manipuler) être mis à contribution pour emballer le plus subtilement du monde le militarisme dans un discours "de gauche", "social" et, comble de la dérision, "humanitaire". La création voulue et soutenue par l'establishment politique et culturel de multiples petits Etats en ex-Yougoslavie ne pouvait que déboucher sur une logique de guerre. Ceux qui ont allumé cet incendie se disent maintenant les mieux qualifiés pour l'éteindre. Ce qui leur permet de "relooker" aux yeux de l'opinion publique une armée dont l'inutilité devenait par trop flagrante, et de tenter de relancer du même coup la production d'armements. Les essais nucléaires français s'inscrivent dans cette droite ligne.

L'ARMEE RUINERA-T-ELLE LA FRANCE ?

Mais, si les essais sont dans la logique du lobby militaro-industriel français, cette logique rentre en conflit avec celles d'autres Etats et d'opinions publiques moins bien conditionnées que la nôtre. D'où les menaces de boycott. Il s'agit là d'une arme économique d'autant plus redoutable qu'elle se situe dans un contexte de concurrence sauvage et de conquêtes agressives des marchés solvables. C'est d'ailleurs pour conquérir ces marchés que, pendant quinze ans au moins, l'Etat français et ses alliés objectifs, les partis politiques et les syndicats réformistes, nous ont acculés à faire d'énormes sacrifices. Il fallait sauver "l'Entreprise", c'est-à-dire la compétitivité du pays face à la concurrence internationale. La réduction du déficit du commerce extérieur est ainsi devenu l'un des principaux objectifs des gouvernements successifs. Les vagues incessantes des licenciements, les restructurations... ont obéi à cette logique. Le coût social en a été énorme. Nous le payons tous, et plus particulièrement les trois millions de chômeurs, les centaines de milliers de S.D.F., les millions de précaires (contrats à durée déterminée, C.E.S....), les R.M.Istes, les immigrés et tous les sans-droits. Le commerce extérieur de la France s'est rééquilibré au prix de l'exclusion massive. Or, la menace de boycott qui pèse sur les produits français, si elle se concrétise, viendra renverser comme un château de cartes ce rééquilibré. Et il faudra de nouveaux sacrifices.

L'armée qui nous coûte déjà si cher risque fort d'être à l'origine d'une nouvelle catastrophe économique.

————— Economicus Simplex



INTERNATIONAL

Le Combat Syndicaliste

CROATIE : LES LIBERTAIRES CONTRE LA GUERRE

Alors que le délire nationaliste, raciste, militariste, religieux bat son plein dans l'ex-Yougoslavie, alors que des "intellectuels" et les politiciens français font pression pour favoriser l'intervention militaire et renforcer ainsi la logique de la violence et de la répression, les libertaires croates se battent contre la guerre.

Interview des compagnons du ZAP (Mouvement Anarchiste de Zagreb).

• **Le CS : Pouvez vous nous raconter l'historique de votre groupe ?**

• **ZAP :** Au début des années 90, nous étions un petit groupe de punks qui en plus de leurs activités "hédoniques" voulaient agir pour changer le système. La situation nous a en quelque sorte obligé à mûrir rapidement. Quand il est devenu évident que la guerre était imminente nous avons décidé de nous regrouper autour des idées et des principes de l'Anarchisme et du Pacifisme. Quand la guerre a éclaté en Croatie, au départ nous avons été comme sonnés. Puis nous avons décidé de réagir. C'est comme ça qu'est sorti "Communitas", qui en est maintenant à son numéro 5. Dernièrement, nous avons changé le nom de notre groupe en ZAP (Mouvement Anarchiste de Zagreb) et nous avons développé nos relations en particulier avec l'ARK (Mouvement Anti Guerre).

• **Le CS : Quelle est votre position par rapport à la guerre en ex-Yougoslavie ?**

• **ZAP :** Nous sommes radicalement opposés au nationalisme. Pour nous, il n'y a pas de méchants serbes et de bons croates, il n'y a que des gouvernements d'assassins. Par exemple, ici, en Croatie le gouvernement et la partie au pouvoir (le HDZ) s'inspirent en partie de l'Etat Croate Nazi des années 1940. Des deux côtés de la frontière, on a bourré la tête des gens avec une propagande de haine, qui s'inspirait d'une vision à sens unique de l'histoire.

• **Le CS : La gauche et une certaine extrême gauche française réclament l'envoi d'armes et de soldats en ex-Yougoslavie. Que pensez vous de cette idée ?**

• **ZAP :** C'est criminel ! Notre responsabilité, ce n'est pas d'ajouter la guerre à la guerre mais d'aider les victimes, toutes les victimes. Nous devons aussi essayer de soutenir les déserteurs, encourager la désobéissance civile.

• **Le CS : Toutes les victimes ? Même les Serbes ?**

• **ZAP :** Bien sûr ! Par exemple, il faut savoir que tous les Serbes qui restaient en Croatie ont été internés

dans des camps, les hommes séparés des femmes et des enfants. La plupart ont par la suite été expulsés en Bosnie !

• **Le CS : Tu parlais de déserteurs. Qu'elle est l'importance de ce phénomène ?**

• **ZAP :** En fait, c'est très dur de désertir. Il y en a, c'est sûr. Peut être plus du côté Serbe d'ailleurs. Mais il n'y a pas de réseau organisé. Et si tu te fais prendre... En ce qui concerne la mentalité des jeunes soldats, ça dépend des régiments mais, globalement, il y en a pas mal qui veulent que cela s'arrête. Par exemple, pendant mon service, j'ai distribué clandestinement environ trois cents exemplaires d'un journal anarchiste-pacifiste. Quelques uns l'ont brûlé, mais la plupart le lisaient et même approuvaient des articles.

• **Le CS : Avez vous des problèmes avec les autorités ?**

• **ZAP :** Evidemment. Par exemple, des membres de ZAP sont passés en procès au début de l'année. Ils étaient accusés de "troubles contre la paix" ! En fait nous avons fait campagne contre la venue du Pape en Croatie. Les autorités nous ont taxé de "trahison". Les flics étaient sur les dents : ils ont saccagé l'appartement d'un copain, deux militants ont été assignés à résidence, d'autres interrogés par la Sécurité Militaire,... On a aussi parfois des embrouilles avec les nazis locaux, les Oustachis, qui agressent nos tables de presse.

• **Le CS : En ville, on voit des photos du Pape partout. Qu'elle est la place de l'Eglise dans la société croate ?**

• **ZAP :** Depuis que la Croatie a proclamé son indépendance, le pays a eu à souffrir d'une conversion en masse au catholicisme. L'Eglise a aujourd'hui un poids politique très important (comme à l'époque du régime nazi des années 40...). Elle est à la base d'un mouvement nataliste, dont le but belliciste à terme est évident.

• **Le CS : Pour conclure, comment pouvons-nous soutenir vos actions ?**

• **ZAP :** Par exemple en diffusant des informations sur les mouvements pacifistes et anarchistes de l'ex-Yougoslavie. Mais aussi en luttant contre les tendances guerrières de vos propres gouvernements. Dites-le partout : Nous n'avons pas besoin d'armes mais de paix !

Pour aider les libertaires croates, adressez votre solidarité à "Le Combat Syndicaliste", Rédaction nationale 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse qui transmettra. Chèques à l'ordre de C.D.E.S. avec la mention "solidarité libertaires croates".